

COMITÉ LOGEMENT ROSEMONT



**RAPPORT D'ACTIVITÉS
2017 - 2018**

TABLE DES MATIÈRES

Le Comité logement Rosemont est un organisme communautaire autonome mis sur pied il y a 40 ans pour défendre et promouvoir les droits des locataires du quartier. L'organisme appuie le développement du logement social, véritable solution à long terme aux problèmes d'habitation de la population.

Le Comité logement Rosemont remercie tous ses bailleurs de fonds en particulier Centraide et le SACAIS.



5350, rue Lafond, Montréal (Québec) H1X 2X2
Téléphone : (514) 597-2581 Télécopieur : (514) 524-9813

info@comitelogement.org
www.comitelogement.org

MOT DE LA COORDINATION	4
PROMOTION DU DROIT AU LOGEMENT	5
SERVICE D'INFORMATION JURIDIQUE	10
DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL	12
CONCERTATION LOCALE	14
DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS	19
VIE ASSOCIATIVE	29
ANNEXE	35

Afin d'alléger la lecture du présent texte, nous avons utilisé le «Comité» pour le «Comité logement Rosemont».

MOT DE LA COORDINATION

Le Comité logement Rosemont est fier de vous présenter son rapport annuel pour l'année 2017-2018. Ce document fait un survol des principales activités réalisées au cours de cette période qui fut marquée par le 40e anniversaire de l'organisme. En parcourant les pages du présent document, vous prendrez connaissance de la longue liste d'activités et d'actions pour le droit au logement auxquelles nos quelque 500 membres en règle ont participé.

Localement, notre organisme a été le porteur de la Priorité logement de la démarche Décider Rosemont Ensemble qui arrive à son terme cette année. Ce projet au long cours s'est conclu avec la publication d'une recherche partenariale sur le processus de gentrification du quartier et d'un outil d'éducation populaire sur ce phénomène. Les membres de la Priorité logement se sont également penchés sur la menace au parc locatif exercée par les plateformes électroniques d'hébergement touristique de type « Airbnb ».

Le Comité logement a aussi multiplié les activités de visibilité et de promotion dans le but d'accroître sa capacité à rejoindre le plus grand nombre de ménages locataires. Nous avons tenu des kiosques lors d'événements publics ainsi que dans différentes écoles du quartier. L'organisme a également contribué au maintien et à l'amélioration de la clinique d'impôts pour les ménages à faible et très faible revenu de Rosemont. Cette clinique est maintenant devenue un événement incontournable du quartier.

Le nombre de projets de logements sociaux présentement en cours de réalisation est porteur d'espoir pour de nombreux ménages de Rosemont. À terme, ce sont 205 nouvelles unités de logement qui seront bientôt livrées dans le quartier. Bien sûr, ce nombre est nettement insuffisant si on considère les besoins dans Rosemont. Il y a présentement plus de 1100 ménages inscrits pour un logement social sur la liste du Comité logement, d'où l'importance de rester mobilisés et de maintenir la pression sur les trois paliers de gouvernement pour qu'ils en fassent plus pour l'amélioration de nos conditions de logement.

Le Comité logement a démontré encore une fois son soutien indéfectible aux deux regroupements nationaux que sont le FRAPRU et le RCLALQ. Nous avons contribué assidûment à la vie associative, aux actions ainsi qu'aux campagnes menées par ces deux instances pour l'avancement du droit au logement.

Je dois conclure en vous saluant pour une dernière fois. Après avoir passé plus de 10 ans à œuvrer au sein du Comité logement, je quitte Rosemont pour amorcer un nouveau chapitre dans un autre quartier de Montréal. Sachez que j'ai beaucoup appris parmi vous et que j'aurai toujours une place dans ma mémoire pour les membres du Comité logement Rosemont. Au plaisir de vous rencontrer dans une manifestation pour le droit au logement.

Solidairement,



Sébastien Laliberté, coordonnateur

PROMOTION DU DROIT AU LOGEMENT

CAMPAGNES LOCALES

CAMPAGNE CONTRE LES REPRISES DE LOGEMENT

Pour la quatrième année consécutive, le Comité logement a mené une campagne sur les reprises de logement, distribuant de porte à porte 2000 dépliants invitant les locataires qui en sont victimes à communiquer avec nous. Cette année, ce sont 29 ménages locataires qui nous ont contactés pour obtenir de l'information détaillée suite à la réception de leur avis de reprise de possession de leur logement.

OUI, VOUS POUVEZ REFUSER UNE AUGMENTATION DE LOYER!

Entre janvier et mars 2018, nous avons distribué 2000 dépliants en ciblant les grandes conciergeries du quartier sur la procédure à suivre afin de refuser une augmentation de loyer abusive. Cette année, 169 locataires nous ont contactés pour effectuer un calcul d'estimation de leur augmentation de loyer en fonction des indices d'ajustement annuels de la Régie du logement.



GENTRIFICATION ET SPÉCULATEURS IMMOBILIERS DÉLINQUANTS

À Rosemont, il est interdit de convertir un immeuble locatif en copropriété divisée, mais les promoteurs immobiliers ont trouvé un moyen de contourner ce moratoire en privilégiant l'achat d'immeubles locatifs en copropriétés indivises. Ils font alors pression sur les locataires pour résilier leur bail et exercent des représailles contre ceux et celles qui refusent de quitter.

Ce fut le cas d'une locataire de la 15e Avenue qui s'est fait couper l'eau potable par son nouveau propriétaire désireux de l'évincer. Le Comité logement l'a aidée dans toutes les étapes de sa procédure et après dix mois et trois audiences à la Régie du logement, elle a finalement obtenu la condamnation de son propriétaire à plus de 10 000\$ en dommages-intérêts moraux et punitifs.

En janvier 2018, une trentaine de personnes âgées en perte d'autonomie de la résidence Le Jardin du Boulevard se sont fait brutalement évincer de leur logement par la menace que les soins que nécessite leur état de santé ne leur seraient plus prodigués. Le Comité logement a réagi par voie de communiqué de presse et en collaboration avec le CIUSSS de l'Est, les personnes évincées ont été retracées et invitées à intenter une procédure en dommages moraux et punitifs à l'encontre de leur ancien propriétaire.

ACTIVITÉS GRAND PUBLIC

Chaque année, les kiosques d'information du Comité logement permettent de promouvoir nos services, nos activités, nos campagnes et nos actions. C'est l'occasion idéale pour échanger avec les résidentEs du quartier sur des enjeux de société, que ce soit dans des groupes communautaires ou des organismes du milieu.

En 2017-2018, nous avons tenu plusieurs kiosques :

16 septembre 2017	Écofête	100 personnes rejointes
19, 20 et 21 décembre 2017	Magasin partage	330 personnes rejointes
11 janvier 2018	École des métiers de l'informatique du commerce et de l'administration (EMICA)	200 personnes rejointes
16 janvier 2018	EMICA	650 personnes rejointes
22 mars 2018	Clinique d'impôts	156 personnes rejointes

ATELIERS DE FORMATION

« LE LOGEMENT SOCIAL, POUR Y VOIR PLUS CLAIR ! »

Au Comité logement, nous pensons que l'une des meilleures façons de défendre ses droits est avant tout de les connaître ! Tous les mois, nous offrons l'atelier « Le logement social, pour y voir plus clair » l'après-midi et le soir, en alternance, afin de rejoindre le plus de personnes possible.

Cet atelier gratuit permet aux participantEs de distinguer les différentes catégories de logement social et de connaître les démarches à entreprendre pour leur recherche. Ces ateliers sont toujours un moment apprécié des participantEs. Plusieurs personnes y découvrent l'existence du Comité logement et la pertinence de son existence et décident de devenir membres et de s'impliquer activement dans nos activités de vie associative et nos mobilisations. Cette année, une membre de l'équipe de travail est allée offrir l'atelier à une vingtaine de personnes immigrantes et nouvelles arrivantes de l'organisme La Maisonnée.

En 2017-2018, nous avons donné 21 ateliers auxquels 205 personnes ont participé.

« LOCATAIRES, À VOS DROITS ! »

Le Comité logement se déplace aussi dans les groupes du quartier pour donner son atelier d'information « Locataires, à vos droits ». Cet atelier d'une heure trente offre aux participantEs les informations de base sur leurs droits en tant que locataires : ce qu'il faut savoir avant de signer son bail, les obligations des



locataires et celles des propriétaires, que faire en cas de conflit, etc. Ainsi informéEs, les participantEs sont plus à même de faire valoir leurs droits.

Cette année, deux membres de l'équipe de travail et une stagiaire sont allées à deux reprises offrir la formation sur les droits des locataires et celle sur le logement social à une vingtaine d'étudiantEs de l'entreprise d'insertion Imprime-Emploi.

PUBLICATIONS

PUBLICATIONS RÉGULIÈRES DU COMITÉ :

- Bulletin d'information des membres Le Baux Fixes – 4
- Cahiers de la Table des requérantEs – 5
- Articles et calendrier des activités sur le site Internet – mise à jour régulière
- Napperons de l'assemblée logement – 6

PUBLICATIONS DES PARTENAIRES ET REGROUPEMENTS :

Articles mensuels dans les Porte-voix, bulletin de la démarche Décider Rosemont ensemble 2
Annonces périodiques dans Les Brèves, bulletin mensuel d'information de la CDC Rosemont
Annonces périodiques dans le journal de Rosemont-La Petite Patrie et sur Arrondissement.com

SITE INTERNET

Notre site Internet comitelogement.org a régulièrement été mis à jour et totalise 4 572 visites pour un total de 17 314 pages consultées en 2017-2018.

PAGE FACEBOOK

La page Facebook du Comité logement Rosemont compte maintenant 753 mentions « J'aime ». Cette page nous permet de mobiliser les locataires rosemontoisEs en partageant nos actions, nos événements et nos publications ainsi que les actions et manifestations de nos regroupements, ou encore des articles de presse pertinents.

COUVERTURE MÉDIATIQUE ET COMMUNIQUÉS DE PRESSE

- Entrevue avec Emmanuel Delacour du Journal Rosemont-La Petite-Patrie au sujet de la motion déposée à l'Arrondissement pour demander l'encadrement des plateformes d'hébergement électroniques de type Airbnb – 8 mai 2017.
- Entrevue avec le Pamplemousse de La Petite-Patrie au sujet de la motion déposée à l'Arrondissement pour encadrer les travaux d'agrandissement, de subdivision ou de changement d'affectation – 8 mai 2017.
- Entrevue avec Emmanuel Delacour du Journal Rosemont-La Petite-Patrie au sujet de la difficulté qu'éprouvent les familles à se loger dans le quartier Rosemont – 19 juillet 2017.
- Entrevue avec Emmanuel Delacour « Neuf mois sans eau dans son logement » publié dans le Journal Rosemont-La Petite-Patrie et le Journal de Montréal – 2 octobre 2017.



- Reportage avec une membre du Comité, résidente de Rosemont, suite à la Stratégie canadienne sur le logement Le Télé journal Ici Radio Canada Télé - 22 novembre 2017.
- Entrevue avec une résidente de Rosemont contestant son avis d'éviction - TVA Nouvelles - 13 décembre 2017.
- Communiqué de presse : « Le Comité logement Rosemont invite les locataires à refuser les hausses de loyer abusives » – 30 janvier 2018.
- Communiqué de presse « Le Comité logement Rosemont dénonce l'éviction des locataires de la résidence pour aînéEs Le Jardin du Boulevard » – 5 février 2018.
- Entrevue avec Emmanuel Delacour du Journal Rosemont - La Petite-Patrie au sujet de l'éviction des locataires de la résidence pour aînéEs Le Jardin du Boulevard – 6 février 2018.
- Entrevue au sujet de l'éviction des locataires de la résidence pour aînéEs Le Jardin du Boulevard avec Cecilia MacArthur pour l'émission Daybreak sur les ondes de CBC Montréal – 13 février 2018

REPRÉSENTATION AUPRÈS DES ÉLUES

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT

Intervenir aux séances du conseil d'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie est une activité favorite d'un noyau dur de membres du Comité logement. En tout, une dizaine de membres ont assisté et participé activement à six séances du conseil d'arrondissement. Si nécessaire, les membres intéressés se réunissent avant les séances pour préparer leurs questions.

Les questions posées aux éluEs ont traité entre autres des thèmes suivants : suivi du développement du 5300 Molson, application du règlement sur la salubrité, suivi du projet de développement de la SDA, réserves de terrains et de bâtiments, interdiction des plateformes de style Airbnb.

Cette année, le Comité logement a aussi accompagné une locataire de Rosemont qui vivait dans un logement sans eau depuis neuf mois à une séance du conseil pour témoigner de son expérience et demander à l'arrondissement d'intervenir en lieu et place du propriétaire afin d'exécuter les réparations.

Nous avons également profité des résultats des élections municipales du 5 novembre 2017 pour interpellier le nouveau conseil sur ses promesses en matière de logement social.

Suite aux interventions de ce groupe de militantEs aux séances du conseil, l'arrondissement a adopté :

- Un avis de motion afin d'autoriser et d'encadrer la location de courte durée (moins de 31 jours)
- Une motion pour encadrer les travaux d'agrandissement, de subdivision ou de changement d'affectation
- Une motion visant à protéger les lieux collectifs, communautaires et institutionnels sur le territoire de l'arrondissement

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le Comité logement a profité des dernières élections municipales pour s'adresser aux deux candidats de l'arrondissement. L'organisme a posé trois questions sur des thématiques très simples en matière de logement et pour lesquelles l'arrondissement peut exercer son pouvoir : la protection du parc

locatif, la réserve de terrains et la salubrité. Sur les deux candidats en lice, seul un a répondu, et ce de manière très insatisfaisantes puisqu'au lieu de présenter ce qu'il prévoyait entreprendre concernant ces thématiques, il a dressé un bilan de son premier mandat.

Le 17 octobre, douze militantEs du Comité logement ont assisté et participé activement au débat des candidats organisé par la CDC de Rosemont au Centre Lapalme.

Le 2 novembre, quatre personnes du Comité sont allées prêter main-forte au POPIR Comité logement et ont participé à l'occupation des bureaux électoraux de Projet Montréal et de l'Équipe Coderre pour revendiquer le site de la Malting pour y développer 100% de logements sociaux.

Le 20 novembre, onze militants du Comité logement ont participé au conseil d'arrondissement pour poser ces mêmes questions et d'autres de vive voix aux nouvelles et nouveaux éluEs et malheureusement les réponses ont été tout aussi insatisfaisantes.

SERVICE D'INFORMATION JURIDIQUE

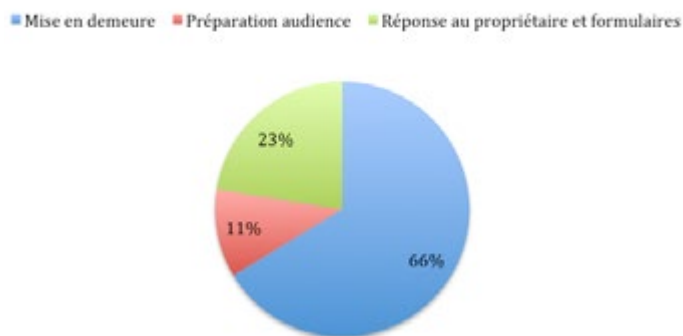
LA DISPONIBILITÉ DU SERVICE

Toujours aussi populaire auprès des locataires du quartier, le service d'information juridique a été disponible 28 heures par semaine, soit du lundi au jeudi de 9h à 12h et de 13h à 17h. Le travail a été assuré par un employé salarié du Comité logement, assisté de deux stagiaires de la Faculté de droit de l'Université de Montréal durant deux trimestres.

LE NOMBRE ET LE TYPE D'INTERVENTIONS

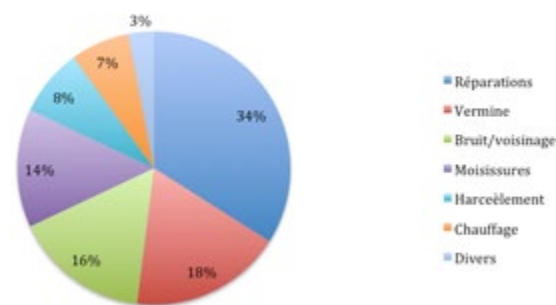
La porte d'entrée du service d'information sur les droits et obligations des locataires est notre ligne téléphonique et nous recevons des milliers d'appels annuellement, spécifiquement pour des demandes d'informations sur la loi. De ce nombre, 178 personnes se sont prévaluées d'un rendez-vous personnalisé en 2017-2018. La rédaction de mises en demeure compte pour 65% des interventions. Les rendez-vous pour répondre à une lettre reçue du propriétaire, pour obtenir des conseils ou prendre des lettres types et des formulaires totalisent 22% de l'achalandage, tandis que 11% des locataires ont été reçus pour préparer leur audition à la Régie du logement. Notons que 89 personnes nous ont contactés par courriel.

Type d'interventions



LES PROBLÈMES DE LOGEMENT DANS ROSEMONT

Problèmes de logement

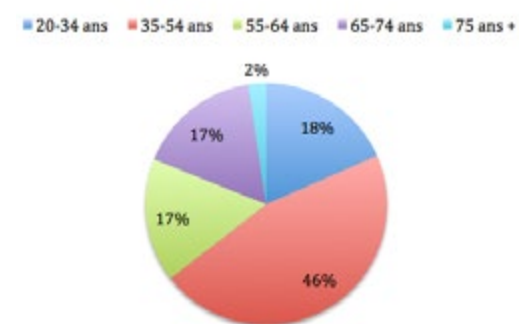


Toujours en tête de liste, les travaux à effectuer au logement constituent la majorité des cas rencontrés au service (34%), suivis de près par les problèmes liés à la salubrité avec 32% des interventions (vermine, humidité excessive et moisissures). Les troubles de voisinage et les plaintes pour bruits excessifs comptent pour 16% des litiges traités. Les cas de locataires victimes de harcèlement ont diminué cette année avec 8% de l'achalandage et les 10% restants représentent des problèmes de logement divers (paiement du loyer, cessions de bail et sous-location, accès au logement par le locateur, fixation de loyer, etc.).

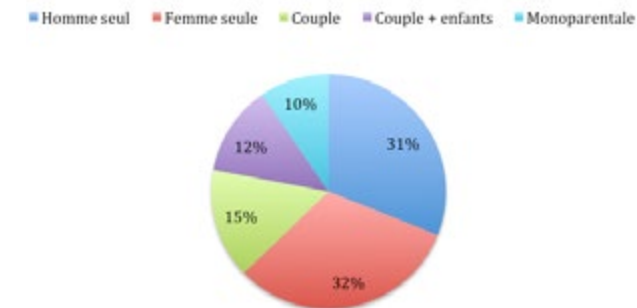
LE PROFIL DES USAGERS ET USAGÈRES DU SERVICE

Les locataires qui n'ont pas accès à l'aide juridique comptent pour 78,5% des usagers et usagères du service et la tranche d'âge des 35-54 ans est majoritaire avec 46% de l'achalandage. Les personnes célibataires utilisent le service à 62,7%. Quant au profil socio-économique des usagers et usagères, les travailleurs et travailleuses sont majoritaires avec 53,7%. Notons aussi qu'en 2017-2018, 35% des personnes à utiliser le service sont issues de l'immigration.

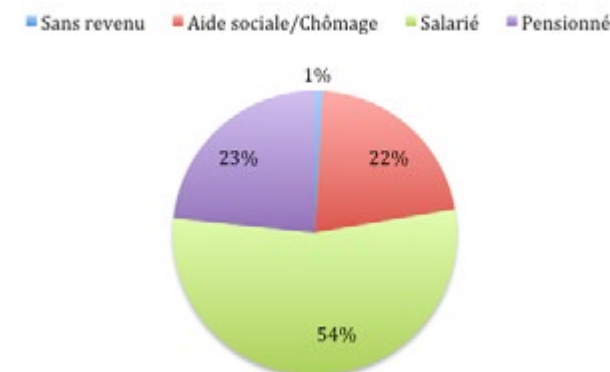
Âge des locataires



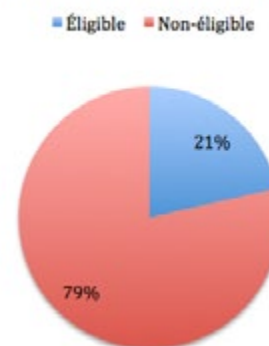
Profil des ménages



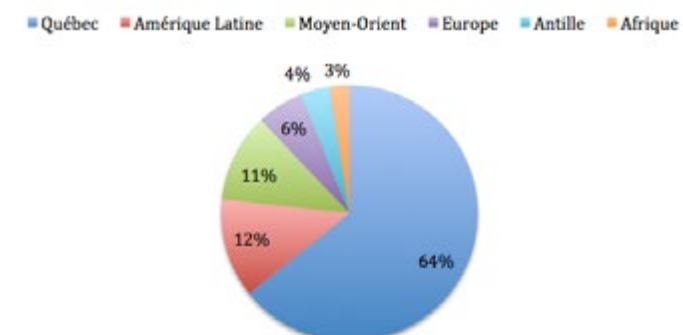
Profil socio-économique



Éligibilité à l'aide juridique



Origine culturelle des locataires



DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL

LES PROJETS EN DÉVELOPPEMENT

COOPÉRATIVE ROSE-MAIN

LE SITE ALCANTARA, 3033 SHERBROOKE



Le vendredi 16 février 2018, la coopérative Rose-Main a enfin eu son engagement définitif presque un an après avoir signé l'engagement conditionnel! C'est une très grande nouvelle pour Rose-Main qui s'est dotée d'un Conseil d'administration et de comités de travail, comme le comité chantier qui suit l'évolution des travaux de construction. L'ensemble des membres se réunit toujours une fois par mois en Assemblée générale. En février et mars, la coopérative était bien occupée à faire une première sélection de ménages à partir de la liste des requérantEs du Comité logement.

Début février, le 6e étage a été fermé et les fenêtres ont été posées. Les travaux de construction avancent rapidement et on s'attend à une livraison en février 2019.

LE SITE RONA, PROLONGEMENT DES RUES GILFORD ET 2E AVENUE

Ce projet de coopérative d'habitation familiale de 63 unités paralysé depuis que le promoteur Axxco-Angus a soudainement décidé de ne plus vendre selon les termes de l'offre d'achat devrait connaître un dénouement à l'été 2018. Les audiences à la Cour supérieure ont eu lieu les 20, 21 et 22 février 2018. Le juge dispose maintenant de six mois pour rendre sa décision. La Direction de l'habitation de la Ville de Montréal a, depuis le « cas Axxco-Angus », resserré son mécanisme sur les ententes de développement.

PROJET DE LA SDA

Un projet de logement social porté par l'OBNL Loggia est présentement en développement sur le site de l'îlot central du Technopôle Angus. Une fois mené à terme, ce nouvel immeuble comprendra 80 unités qui seront offertes aux ménages du quartier. Ce projet s'adresse aux personnes seules et aux familles et il n'y aura pas de services alimentaires ou de soutien communautaire. Une entente de partenariat avec l'organisme Habitations pignons sur roues a été conclue et une dizaine de logements seront adaptés pour répondre aux besoins de personnes aux prises avec un lourd handicap. Le début des travaux est prévu pour la fin de l'automne 2018.



COOPÉRATIVE LE GORILLE



Une coopérative de 28 logements pour personnes seules, couples sans enfant et petites familles est présentement en cours de réalisation sur le site du 5300, rue Molson. La coopérative sera située au septième et dernier étage d'un immeuble qui comptera un total de 175 logements locatifs privés. Une épicerie de grande surface occupera le rez-de-chaussée. Le groupe fondateur de la coopérative a organisé une soirée d'information en mai 2017 afin de recruter de nouveaux et nouvelles membres pour contribuer aux nombreuses étapes de développement. Le promoteur a

débuté ses travaux de démolition au début du printemps et les travaux de construction vont débuter au courant de l'été 2018. Si tout se passe comme prévu, les logements seront livrés au tournant de l'année 2020.

COOPÉRATIVE LA JOIE DE ROSEMONT



Cette coopérative de 55 logements s'adressant principalement aux familles avec enfants est présentement en développement sur un terrain situé au 5601, rue Bélanger dans l'est de Rosemont. Un édifice qui hébergeait une clinique médicale sera transformé en immeuble résidentiel et un nouveau bâtiment sera construit sur le terrain de stationnement qui se trouve derrière. La coopérative a obtenu son engagement conditionnel à l'été 2017 et est devenue officiellement propriétaire du site à l'hiver 2018. En décembre et en janvier, l'Arrondissement a organisé deux soirées publiques d'information à l'intention des résidentEs riverainEs du projet. Personne ne s'est opposé! Par conséquent, le développement va de l'avant et les travaux vont débuter à l'été 2018. 55 nouveaux logements sociaux seront donc livrés à l'automne 2019 dans un secteur qui en a grandement besoin.

PROFIL DES MÉNAGES REQUÉRANTS

	Nombre	En %
Ménages sans enfants	621	55 %
Petites familles (1 à 2 enfants)	221	20 %
Grandes familles (3 enfants et +)	280	25 %
TOTAL	1 122	100 %
Ménages requérants éligibles au programme de supplément au loyer	932	83 %
Nouvelles requêtes en 2017-2018	147	13%

De ce portrait, nous remarquons que le nombre de grandes familles est en hausse de 9% par rapport à l'an dernier, alors que le nombre des ménages sans enfants est resté stable avec un recul de 1%.

CONCERTATION LOCALE

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE ROSEMONT (CDC)

Le Comité logement est un membre actif de la Table de quartier. L'organisme participe à plusieurs activités concertées et siège à la table sectorielle sur le logement.



LES ACTIVITÉS RÉGULIÈRES ET LES ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Le Comité a participé à l'AGA de la CDC qui s'est tenue le 21 juin 2017.

LE CONCERTO EXPRESSO

Une fois par mois, les organismes communautaires et institutionnels ainsi que les éluEs du quartier sont conviéEs à participer au rassemblement matinal du Concerto Expresso. Il s'agit d'une rencontre lors de laquelle les intervenantEs disposent d'un temps pour présenter les dossiers sur lesquels leurs organisations respectives travaillent. C'est le moment idéal pour s'informer de ce qui se fait dans le quartier et pour faire du réseautage. Le Comité logement a profité de cet événement pour promouvoir, entre autres, la célébration de son quarantième anniversaire ou pour aller chercher de précieux appuis pour la Grande marche de Villes en villages organisée par le FRAPRU prévue à l'automne 2018.

LE MAGASIN-PARTAGE DE NOËL



Magasin-Partage
Rosemont

Le Magasin-Partage est une « épicerie » temporaire de trois jours mise en place au début de l'hiver pour venir en aide aux ménages à faible revenu de Rosemont. Les ménages payent 10% de la facture d'épicerie jusqu'à un maximum de 15\$. L'argent ainsi économisé peut alors servir à acheter des vêtements d'hiver ou encore, à payer des factures de chauffage souvent fort élevées en période hivernale. Cela donne un coup de pouce très apprécié aux ménages à faible et très faible revenu. En tant qu'organisme luttant pour l'amélioration des conditions de vie des ménages de Rosemont, le Comité logement est solidaire de cette cause. Sur une base volontaire, plusieurs membres de l'équipe de travail ont donné un coup de main cette année. Il est important de souligner que beaucoup de membres du Comité logement participent à cet événement de quartier soit en tant que bénévoles ou en tant qu'usagers et usagères de l'épicerie.

LA CLINIQUE D'IMPÔTS

Depuis cinq ans, un collectif formé de différents acteurs du quartier organise une clinique d'impôts à 100% autogérée et autofinancée. La clinique qui s'adresse aux ménages de Rosemont à faible et très faible revenu s'est tenue le 22 mars au Carrefour communautaire de Rosemont l'Entre-Gens. Cet

endroit s'est avéré être beaucoup mieux adapté que le Centre Lapalme pour accueillir l'événement, ce qui a contribué à créer une ambiance agréable. Les bénévoles ont produit directement sur place les déclarations selon la formule élaborée en 2017. Outre le Carrefour communautaire de Rosemont l'Entre-Gens, les partenaires qui ont contribué cette année au collectif sont : le bureau du député de Rosemont, la CDC, l'agent de pastorale, le Carrefour Communautaire Montrose, le Parrainage civique de l'Est de Montréal, le CLSC et le Comité logement. L'organisation de cette clinique a nécessité trois rencontres de planification.

BÂTIR ROSEMONT PAR L'INNOVATION ET LA CONCERTATION (BRIC)

Le BRIC est la Table sectorielle de concertation locale qui a pour mission de planifier et promouvoir le développement du logement social dans Rosemont. La Table pilotée par la CDC est composée de sept organismes partenaires : la CDC, le Carrefour communautaire de Rosemont l'Entre-Gens, la Maisonnée, le CLSC de Rosemont, les Habitations communautaires Loggia, le Groupe de ressources techniques Bâtir son Quartier (BSQ) et le Comité logement. Cette année, le BRIC a élargi son champ d'intervention en abordant le dossier de la lutte à l'insalubrité des logements. La Table sectorielle tient également le rôle d'Assemblée de secteur pour le groupe de ressources techniques (GRT) Bâtir son quartier (BSQ). Le coordonnateur du Comité logement a été de nouveau mandaté pour représenter le BRIC au Conseil d'administration de BSQ.

- Rencontres du BRIC : 9
- Rencontres du Comité de coordination (COCO): 1

BÂTIR SON QUARTIER (BSQ)

Les organismes porteurs d'un projet de logement social dans Rosemont, que ce soit en formule coopérative ou à but non lucratif, peuvent compter sur l'accompagnement et le soutien du Groupe de ressources techniques (GRT) Bâtir son quartier (BSQ). Celui-ci guide les coopératives et OBNL d'habitation à toutes les étapes de réalisation du projet notamment en ce qui concerne la mise en place d'une vie associative, le financement et la construction et sert d'intermédiaire entre le groupe fondateur et les différents paliers de gouvernement, les professionnels et les entrepreneurs en construction. Le coordonnateur du Comité logement a été nommé par le BRIC pour représenter Rosemont au Conseil d'administration de BSQ. En 2017-2018, il y a eu sept rencontres du CA et une AGA.



REPRÉSENTATION AUPRÈS DES ÉLUES

Le Comité a rencontré le Maire de l'Arrondissement au mois de mai 2017 concernant le dossier de la conversion de logements locatifs en copropriétés. Suite à cette rencontre, une note est ajoutée au bas des permis délivrés pour travaux qui stipule que l'émission du permis en question ne garantit pas l'exécution des rénovations. Désormais, les propriétaires ne pourront plus déposer ce type de document comme preuve lors d'une audience à la Régie du logement dans les cas d'éviction des locataires pour agrandissement ou subdivision. C'est un gain qui peut sembler mineur à première vue, mais qui pourra certainement permettre à des ménages d'éviter d'être délogés.

TABLE DE CONCERTATION SUR LE LOGEMENT

TABLE SUR LA SALUBRITÉ

Cette instance animée par le Chef de division de l'urbanisme, des permis et des inspections a été mise en place par l'Arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie afin de réunir les principaux acteurs communautaires et institutionnels qui travaillent à améliorer la situation de l'état des logements locatifs dans les deux quartiers. Outre le Comité logement Rosemont, on retrouve à cette Table des représentantEs de la Direction régionale de la santé publique, du CIUSS du Nord, du CIUSS de l'Est, du Comité logement de La Petite-Patrie, du Service des incendies de Montréal et des inspecteurs de l'Arrondissement. Afin d'améliorer la qualité des interventions des organismes, l'Arrondissement a mis à la disposition des Comités logement une « procuration type » qui permet aux intervenantEs de première ligne de pouvoir communiquer directement avec les inspecteurs impliqués dans un dossier d'insalubrité. La Table s'est également penchée sur la difficulté de traitement des cas liés au trouble d'accumulation compulsive et autres problèmes de santé mentale. Les membres de la Table ont assisté à un atelier d'information sur cette question qui avait pour but de sensibiliser les inspecteurs de l'Arrondissement afin d'améliorer leurs interventions auprès des locataires vulnérables aux prises avec ces différents problèmes de santé.

TABLE SUR LE LOGEMENT SOCIAL ET LA SALUBRITÉ DES LOGEMENTS

Cette table se réunit une à deux fois par année à l'initiative du maire de l'Arrondissement. Elle regroupe des représentantEs de la Direction régionale de la santé publique, du CIUSS du Nord, du CIUSS de l'Est, des Comités logement de Rosemont et de La Petite-Patrie, du Service des incendies de Montréal, des tables de quartier en développement communautaire, des tables sectorielles pour le logement social, du GRT, des fonctionnaires de la division de l'urbanisme, des permis et des inspections et des éluEs de tous les paliers de gouvernement et de toutes les circonscriptions du territoire. Le maire de l'Arrondissement profite de ce moment pour échanger avec les acteurs présents principalement sur l'application de la stratégie d'inclusion de logements sociaux dans les développements résidentiels ainsi que sur la lutte à l'insalubrité des logements. En 2017-2018, cette instance s'est réunie à deux reprises. Entre autres questions, les organismes présents à ces rencontres suivent l'évolution du fonds de compensation auquel les promoteurs privés doivent contribuer lorsqu'ils n'incluent pas de logement social dans leurs développements et questionner le Maire pour savoir à quoi ces sommes d'argent serviront. Le Comité logement, le GRT et la Table de quartier se sont fermement opposés à l'intention de l'Arrondissement d'exiger en deçà du 20% d'inclusion dans certains projets privés.

LES HABITATIONS COMMUNAUTAIRES LOGGIA

Suite à l'embauche d'une nouvelle direction et après avoir traversé une période de changements et de restructuration, cet OBNL d'habitation local a retrouvé un nouvel élan. Il est revenu siéger assidûment au BRIC et contribue à la planification du développement du logement social dans Rosemont ainsi qu'à la réflexion sur les moyens de lutter contre l'insalubrité des logements. L'organisme a accepté de porter le développement des quelque 80 unités de logement à venir sur le site de l'îlot central du Technopôle Angus. Pour ce faire, un comité de développement a été mis en place. Lors de l'AGA de juin 2017, les membres du Comité logement ont décidé de maintenir notre présence au CA



de Loggia. Le coordonnateur a maintenu une présence assidue à cette instance afin de s'assurer que les décisions concernant le développement de nouveaux projets respectent les intérêts des ménages requérants inscrits sur la liste du Comité logement.

- Conseil d'administration : 7 rencontres
- Comité de développement : 3 rencontres
- Assemblée générale annuelle : 1

LE PROJET IMPACT COLLECTIF (PIC)

Le PIC, initié par Centraide fin 2015, est une initiative qui vise à multiplier les actions collectives pour lutter contre la pauvreté. Le Comité logement Rosemont a continué à participer activement aux rencontres de quartier qui ont réuni en moyenne 25 intervenants du quartier. En 2017-2018, cinq rencontres de quartier se sont tenues et ont permis d'avancer collectivement dans ce projet. Dans un premier temps, un portrait-diagnostic sur l'état de situation de l'«Aller vers» a été réalisé. Par la suite, les acteurs du quartier se sont rencontrés pour identifier les quatre axes de travail, explorer des pistes d'actions et retenir celles qui seront mises en œuvre dans la prochaine année :



- Communications : Développer une stratégie commune de communication
- Travail de proximité : Réunir les intervenants de proximité afin qu'ils travaillent davantage en étroite collaboration
- Références et connaissance des ressources : Développer un projet de Mobilité de type caravane pour faire connaître les ressources
- Est de Rosemont : à creuser entre deux angles : Un lieu pour organiser des activités dans l'Est de Rosemont / mettre sur pied des activités concertées / contribuer à la mise sur pied d'un centre multifonctionnel à long terme

LA PRIORITÉ LOGEMENT

Cette année 2017-2018 a été marquée par plusieurs réalisations importantes de la Priorité logement.

En attendant la fin de la recherche sur la gentrification, la Priorité logement a débuté l'année en axant son travail sur le phénomène d'hébergement Airbnb. Le 8 juin, huit personnes ont distribué près de 800 tracts à deux moments de la journée et à trois endroits différents. Ce fut là une belle mobilisation et un beau travail de sensibilisation.

Aussi, après de longs mois d'attente, la version finale de la recherche « Gentrification et droit au logement dans Rosemont : « un beau malaise » ? » a finalement été complétée à l'automne 2017. De leur côté, les membres de la Priorité logement ont réalisé un outil d'éducation populaire sur la gentrification pour informer, sensibiliser aux enjeux et aux impacts sur les conditions de vie des





locataires du phénomène, tout en offrant des pistes sur les luttes à mener dans le quartier pour tenter de le contrer.

Enfin, le 14 mars dernier, les membres de la Priorité ont organisé une deuxième Assemblée publique sur la gentrification. Notre partenaire Hélène Bélanger, professeure en urbanisme à l'UQÀM, est venue nous présenter les résultats finaux de sa recherche et nous avons fait le lancement de notre outil sur la

gentrification « Gentrification : comprendre pour mieux lutter ». Une quarantaine de personnes ont participé à cette deuxième assemblée publique.

Les membres de la Priorité logement, motivés et passionnés, ont démontré tout au long des cinq années de la démarche, un réel engagement pour le droit au logement et la lutte à la gentrification.

DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS

LES REGROUPEMENTS NATIONAUX

LE REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES DU QUÉBEC (RCLALQ)

LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Nous avons participé à toutes les assemblées générales du regroupement tenues le 11 mai 2017, les 14 et 15 septembre 2017 et le 25 janvier 2018. Ces rencontres sont essentielles afin de débattre de nos priorités, de mettre sur pied nos campagnes et pour adopter de nouvelles revendications. Pour 2017-2018, il a été décidé de reconduire la campagne La Régie du logement : Assez du deux poids, deux mesures! en raison des graves dysfonctionnements que cet organisme accumule depuis plus de deux décennies. Le RCLALQ s'est également prononcé pour l'interdiction des plateformes électroniques d'hébergement touristique de type Airbnb.

LE COMITÉ MOBILISATION



Deux membres de l'équipe de travail se sont succédés au comité mobilisation du RCLALQ et ont participé assidûment à ses sept rencontres. Ce comité voit à l'organisation d'actions et de mobilisations en accord avec le plan d'action voté en assemblée générale. Ainsi, la campagne La Régie du logement : Assez du deux poids, deux mesures! a été ponctuée par différentes actions : des conférences de presse, des manifestations ou encore, une action dérangeante à la Régie du logement. Elle a été menée afin de répondre à l'une des orientations adoptées au congrès de mai 2016, soit « que les luttes du RCLALQ soient développées comme des campagnes possédant une stratégie et déployant divers moyens d'action dans une perspective de gradation des moyens de pression ».

Actuellement, des militantes et des membres du RCLALQ travaillent à rédiger un document qui permettrait d'expliquer ce que pourrait être, pour nous, une Régie qui défend réellement les droits des locataires. Ce document devrait paraître au courant de l'automne prochain.

LES GROUPES DE MONTRÉAL

Cinq réunions rassemblant les groupes montréalais membres du RCLALQ ont eu lieu en 2017-2018. Les sujets qui y sont discutés traitent des réalités spécifiquement montréalaises comme la lutte à l'insalubrité des logements et la protection du parc locatif. En février 2018, une délégation des groupes de Montréal a rencontré la nouvelle responsable de l'habitation, Mme Magda Popeanu. Cette dernière était très au fait de nos revendications et s'est engagée à apporter d'importantes améliorations en matière de lutte à l'insalubrité (moyens logistiques accrus pour les inspecteurs, meilleure application

du règlement, transparence, etc.), ce qui est encourageant compte tenu de l'attitude de déni et le statu quo entretenus par les administrations précédentes.

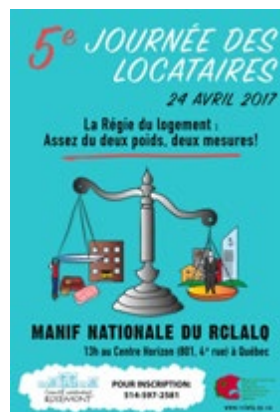
LE COMITÉ FEMMES

Le comité femmes du RCLALQ a été fondé lors de l'Assemblée générale annuelle des 14 et 15 septembre 2017. Ce comité vise à apporter un point de vue féministe aux orientations du RCLALQ, mais il veille également à apporter ce point de vue au sein des pratiques organisationnelles et dans la vie associative du RCLALQ. Les membres de ce comité s'intéressent également à tous les enjeux qui peuvent toucher la situation des femmes locataires. Plus spécifiquement, elles s'intéresseront au harcèlement et à la discrimination vécus par les femmes locataires afin que ces dernières puissent faire valoir leurs droits lorsqu'elles vivent ces situations.

Une travailleuse du Comité logement est membre du Comité femmes et participe assidûment à toutes les rencontres.

JOURNÉE DES LOCATAIRES

Le 24 avril 2017 était la cinquième édition de la Journée des locataires organisée par le RCLALQ. C'est le comité mobilisation, auquel le Comité logement participe activement, qui avait pour tâche d'organiser l'événement. Près de 300 personnes ont pris part à la marche qui a traversé deux quartiers populaires de Québec. Fait à souligner, le Comité logement, avec 35 personnes présentes, formait la plus grosse délégation. Le Comité et ses membres peuvent être fièrEs !



LE FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN (FRAPRU)

LA VIE ASSOCIATIVE

Le Comité demeure un participant très actif des assemblées générales du FRAPRU qui, au cours de cette année, ont eu lieu en avril, septembre et novembre 2017 et en janvier et avril 2018. Ces assemblées de deux jours sont des moments-clés de la vie associative du FRAPRU. Nos délégations formées de militantEs, de membres de l'équipe de travail et du conseil d'administration ont représenté le Comité logement à chacune de ces assemblées.

LE CONGRÈS

Le 37e Congrès du FRAPRU a eu lieu du 2 au 4 juin 2017 à l'Université Bishop's, Lennoxville (Sherbrooke). Trois membres de l'équipe de travail et deux militantes représentaient l'organisme. Les congrès du regroupement demandent des efforts soutenus, pas moins de 27 propositions à débattre, et sont agrémentés d'activités sociales qui créent des liens entre les délégations des 26 groupes membres du regroupement national qui ont assisté à ce Congrès. Pour la quatrième année consécutive, les membres du regroupement ont reconduit la campagne Le logement, un droit! ciblant les deux paliers provincial et fédéral de gouvernement. Cette campagne revendique des engagements substantiels pour le développement du logement social et pour la poursuite du financement au-delà des conventions d'exploitation. Dans le cadre de cette campagne, le Congrès a décidé des priorités suivantes : la réalisation de 50 000 nouveaux logements sociaux au Québec en cinq ans, la préservation

des logements sociaux réalisés et la reconnaissance formelle du droit au logement, tel qu'énoncé dans le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et cultures (PIDESC) ratifié par Ottawa et Québec en 1976. La première Stratégie canadienne sur le logement attendu à l'automne a fait l'objet de plusieurs résolutions avec entre autres, l'organisation d'une manifestation nationale à Ottawa le 12 octobre et d'une manifestation pancanadienne le 22 novembre à Montréal. Le maintien et la bonification du programme AccèsLogis sont toujours au cœur des revendications du regroupement et une action nationale dérangeante était organisée le 30 janvier. Le FRAPRU et ses membres se sont positionnés pour l'interdiction immédiate de l'hébergement touristique via les plateformes de type Airbnb, pour l'accès au logement social pour toutes et tous peu importe le statut des personnes. Le plan d'action de l'année 2017-2018 a été adopté et les administrateurs et administratrices du Conseil d'administration ont été éluEs. La vie associative et les autres luttes (Coalition Main Rouge, Objectif dignité, etc.) étaient comme chaque année au menu. Cependant, la vedette de ce Congrès était sans conteste La Grande Marche.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Comité logement a délégué le coordonnateur pour siéger au Conseil d'administration (CA) du FRAPRU. Celui-ci a participé à cinq rencontres du CA.

LA CAMPAGNE LE LOGEMENT, UN DROIT!

Semaine d'occupations de terrains et de bâtiments

À partir du 22 mai 2017, le FRAPRU et ses membres participants ont déclenché simultanément, dans plusieurs régions du Québec, des occupations de bâtiments et de terrains, sur le thème «Pour du logement social, ici!». Ils ont interpellé les gouvernements canadien et québécois sur l'urgence de mieux mettre en œuvre le droit au logement. À Montréal, le Comité logement a coorganisé les manifestations d'appui et les occupations de bâtiments vides dans les quartiers Ville-Marie, Plateau Mont-Royal et Villieray, que les comités logement revendiquent depuis de nombreuses années pour y développer des logements sociaux. Le 22 mai, au terme d'une manifestation régionale rassemblant plusieurs centaines de personnes, plus de cent militantEs, dont dix du Comité logement, ont investi l'ancien Hôpital Viger abandonné depuis plusieurs années. À la surprise générale, les autorités policières ont violemment attaqué les participantEs à cet événement et ont séquestré des dizaines de militantEs dans le bâtiment pendant plusieurs heures, dont cinq du Comité. Le 23 mai, un groupe d'une dizaine de militantEs ont à leur tour occupé une maison sur la rue Milton, trois personnes du Comité logement faisaient partie des dizaines de militantEs qui appuyaient l'action. Enfin, le 24 mai, environ soixante personnes se sont rassemblées devant l'ancien Hôpital chinois. Cette semaine d'actions montréalaises s'est clôturée le même jour par une activité sociale BBQ/cinéma dans le parc Jarry qui a attiré une centaine de personnes, dont trois du Comité logement. Une activité nécessaire et très appréciée des militantEs éprouvés par la brutalité et la présence policière extravagantes qui ont accompagné cette semaine d'actions.



Tournée pour le droit au logement



À la fin de l'été 2017, le FRAPRU a mené une tournée de cinq villes en cinq semaines pour recueillir des informations sur l'état du droit au logement et des témoignages de ménages mal-logés. Ces audiences populaires ont permis de constater encore une fois les conséquences dramatiques du mal-logement et l'urgence de rappeler aux gouvernements que le logement ne

doit pas être considéré comme une marchandise ou une occasion de profits, mais comme un droit. Elles étaient présidées à tour de rôle par la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le logement convenable, la directrice générale d'Amnistie Internationale – section Canada francophone et le président de la Ligue des droits et libertés. Deux délégations de trois personnes du Comité logement ont participé respectivement aux audiences de Gatineau et de Rouyn-Noranda. Une délégation de six personnes était présente à Montréal où une résidente de Rosemont a pris la parole. Les témoignages entendus étaient percutants, émouvants et révoltants. À chaque escale de la Tournée, le logement social a été déterminé comme étant la solution aux besoins criants en matière de logement et de lutte à la pauvreté.

LA MARCHÉ DE VILLES EN VILLAGES POUR LE DROIT AU LOGEMENT

La marche De villes en villages pour le droit au logement! qui ira d'Ottawa à Québec du 2 au 29 septembre 2018 est l'événement le plus ambitieux jamais entrepris par le FRAPRU et ses membres en 40 ans d'existence. Une membre de l'équipe de travail et une militante du Comité logement se sont engagées dans le comité de coordination et de logistique de la marche ; un comité mobilisation a également été mis sur pied. En quelques mois, les organisatrices et organisateurs ont finalisé les outils de mobilisation et l'itinéraire de cette marche de plus de 500 kilomètres. Les marcheuses et les marcheurs s'arrêteront dans 28 villes et villages. Des tronçons de différents niveaux de difficulté sont proposés aux intéressés qui peuvent choisir de marcher une ou plusieurs journées. Déjà 14 personnes se sont inscrites pour parcourir la marche en entier. Plusieurs activités ont déjà été organisées. Le 18 janvier, une centaine de personnes dont deux du Comité logement ont assisté au lancement officiel de la marche. Des événements de lancement et de visibilité ont eu lieu un peu partout à Montréal et au Québec. Le Comité logement Rosemont a commencé à travailler à l'organisation d'une assemblée publique Femmes et logement et d'une petite marche avec ses collègues du Comité logement de Montréal-Nord, d'Infologis de l'Est de l'île et du comité BAILS d'Hochelaga-Maisonneuve.



À Rosemont

Le Comité logement a créé un comité marche de Rosemont composé de cinq personnes. Ce comité se réunit régulièrement pour préparer des activités de sensibilisation, de visibilité et d'autofinancement. Le 15 mars, l'atelier de création engagée a attiré une quinzaine de personnes qui ont fait preuve d'une grande création artistique. Des séances de tractage et d'affichage ont aussi eu lieu. Plus d'une dizaine de groupes locaux ont donné leur appui à cette marche. Les inscriptions ont commencé. Une résidente du quartier et une militante du Comité logement vont marcher De villes en villages d'Ottawa à Québec.

LES GROUPES DE MONTRÉAL MEMBRES DU FRAPRU

Les groupes de Montréal membres du FRAPRU se réunissent régulièrement (six fois cette année) pour discuter des enjeux propres à la métropole et à leur quartier. C'est l'occasion d'échanger des informations, d'avoir des réflexions critiques et d'organiser des événements. Les projets de loi 121 et 122, conférant des pouvoirs accrus à la Ville de Montréal, notamment en matière de logement, ainsi que le programme AccèsLogis Montréal ont été au centre des discussions cette année. Une membre de l'équipe de travail a assisté aux sept rencontres et a participé aux trois comités d'organisation mis en place pour préparer des actions dérangeantes dans le cadre de la campagne À Montréal, le logement social c'est vital! et des élections municipales de l'automne 2018. Suite aux résultats de ces élections, les groupes ont établi au début de l'année 2018 de nouvelles priorités de lutte face à la Ville : la gentrification, la spéculation et la réserve de sites pour du logement social.

COMITÉ FEMMES DU FRAPRU

Le Comité Femmes du FRAPRU est un groupe de travail ouvert et non mixte (seules des personnes s'identifiant comme femmes peuvent y participer). Ce comité réunit des travailleuses et des militantes du regroupement. Cette année, le Comité logement Rosemont a été présent et a participé à quatre rencontres. Le Comité Femmes a continué de s'impliquer dans la Campagne contre les violences sexuelles vécues par les femmes locataires portée par le Centre d'éducation et d'action des femmes (CÉAF) qui a publié une affiche d'information. Le Comité Femmes a organisé un second atelier sur le thème de l'intersectionnalité lors de l'assemblée générale de janvier 2018, comprenant des exercices pratiques et des mises en situation en petits groupes fort appréciés des participantEs. Depuis plus de trois ans, le Comité Femmes assurait les activités du comité Les Sentinelles dont le rôle est d'assurer une vigilance quant au déroulement, aux discussions et aux interactions lors des instances, des activités et des actions du FRAPRU, de manière à permettre l'inclusivité, le respect mutuel, la sécurité et le bien-être de toutes et tous. Cette année, après avoir fait un bilan critique du comité Les Sentinelles, le Comité Femmes a décidé que les Sentinelles devrait être de la responsabilité de tous les groupes membres du regroupement et que son travail porterait sur la thématique femmes et logement et sur une approche féministe de l'habitat et des milieux de vie.

FRAPCLALQ

Le 28 mars dernier, une trentaine de militantEs ont occupé (pendant près d'une heure !) le hall d'accueil du 5e étage du Palais des congrès afin de perturber les inscriptions au Sommet immobilier de Montréal. Cette action organisée par les groupes montréalais du RCLALQ et du FRAPRU visait à dénoncer le rôle des promoteurs immobiliers dans le déni du droit au logement de trop de ménages montréalais. En effet, la spéculation a un impact direct sur la hausse des prix des loyers. Alors qu'entre 2001 et 2016 les loyers ont augmenté de plus de 50%, le revenu médian des ménages locataires montréalais n'a augmenté que de 42% durant la même période. Les comités logements montréalais du RCLALQ et du FRAPRU demandent à l'administration Plante de faire pression sur le gouvernement du Québec afin qu'il renforce son contrôle des loyers et qu'il finance les logements sociaux à la hauteur des besoins.

Cette action conjointe de nos deux regroupements, une première depuis bien longtemps, a été un franc succès !

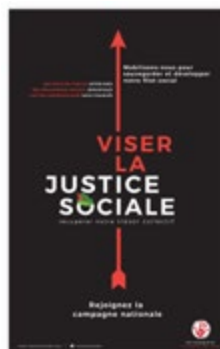
LES AUTRES LUTTES SOCIALES

CAMPAGNES ENGAGEZ-VOUS POUR LE COMMUNAUTAIRE ET VISER LA JUSTICE SOCIALE



Depuis trois ans maintenant, le Comité logement Rosemont s'implique via ses deux regroupements nationaux dans cette campagne provinciale pour un meilleur financement, pour un réinvestissement majeur dans les programmes sociaux et les services publics, pour la reconnaissance de l'action communautaire dans la société et pour le respect de l'autonomie des groupes. Le 27 septembre 2017, 16 personnes du Comité logement se sont jointes au contingent FRAPRU/RCLALQ et aux quelques 4000 manifestantEs du communautaire et des groupes alliés pour un grand défilé dans les rues de Québec au terme duquel nous avons littéralement encerclé l'Assemblée nationale. Les droits, ça se défend!

Dans la même veine, le 28 octobre 2017, neuf membres du Comité logement ont participé au contingent logement de la manifestation de la Coalition Main Rouge. Plusieurs centaines de personnes préoccupées par la justice sociale ont marché côte à côte sous les traits de Robin des bois. Nous avons revendiqué que le gouvernement québécois réinvestisse massivement dans les services publics, les programmes sociaux et l'action communautaire autonome. Le 7 septembre, le Comité participait également au rassemblement devant le Centre de commerce mondial de Montréal. Plus de 200 Robin des bois ont symboliquement pris d'assaut le gouvernement de Philippe Couillard. La Coalition Main rouge a ainsi lancé sa campagne pour contrer le démantèlement du filet social : « Viser la justice sociale. Récupérer notre trésor collectif ».



AIDE SOCIALE

Le 10 mai 2017, des centaines de personnes, dont 12 du Comité logement, ont manifesté dans les rues du Sud-Ouest de Montréal afin de dénoncer les coupures appréhendées pour les nouvelles personnes demandeuses de l'aide sociale. La Coalition à l'initiative de cette manifestation en a aussi profité pour revendiquer une augmentation substantielle des prestations d'aide sociale.

TROVEP



Depuis 2016, le Comité logement a recommencé à s'impliquer un peu plus dans les activités de la Table régionale des organismes volontaire en éducation populaire (TROVEP). Le 12 avril 2017, trois militantEs du Comité logement ont participé à une assemblée sur la conjoncture axée sur les élections municipales en vue de revendications communes. Un topo historique a été présenté afin que l'on puisse apprécier l'évolution de l'éducation populaire et autres acquis sociaux.

MANIFESTATIONS, ACTIONS ET ÉVÉNEMENTS

RCLALQ



Actions pour stopper l'insalubrité



Journée des locataires

24 avril 2017	Journée des locataires	35 personnes
31 octobre 2017	Manifestation pour la salubrité	11 personnes
7 décembre 2017	Manifestation « La Régie, la machine à expulser »	16 personnes
12 décembre 2017	Conférence de presse sur les évictions	2 personnes
23 janvier 2018	Manifestation pour le contrôle des loyers	5 personnes
6 mars 2018	Action dérangeante à la Régie du logement Manifestation de soutien	3 personnes 6 personnes
28 mars 2018	Avec le FRAPRU Action dérangeante Sommet de l'immobilier	4 personnes



Action à la Régie du logement



La coquerelle mascotte du Comité logement

FRAPRU

8 avril 2017	Réserve de sites Côte St-Paul, Ville Émard	2 personnes
12 avril 2017	100% logements sociaux ! dans Mercier-Ouest	5 personnes
Occupations de bâtiments		
22 mai 2017	Ville-Marie : Hôpital Viger	10 personnes
24 mai 2017	Plateau Mont-Royal : bâtiment rue Milton	2 personnes
25 mai 2017	Villeray : Hôpital chinois	3 personnes
17 juin 2017	Grande kermesse pour le logement social	10 personnes
Tournée du FRAPRU pour le droit au logement		
6 septembre 2017	Audiences populaires à Gatineau	3 personnes
12-13 septembre 2017	Audiences populaires à Rouyn-Noranda	3 personnes
2 octobre 2017	Audiences populaires à Montréal	6 personnes
15 septembre 2017	À Montréal, le logement social c'est vital !	9 personnes
12 octobre 2017	Manifestation nationale à Ottawa	19 personnes
02 novembre 2017	Occupations bureaux électoraux pour la Malting	4 personnes
22 novembre 2017	Journée pancanadienne d'actions Stratégie canadienne	17 personnes
18 janvier 2018	Lancement De villes en villages pour le droit au logement	2 personnes
30 janvier 2018	Manif-Action nationale Bonifier AccèLogis	15 personnes
15 mars 2018	Ateliers de création engagée – La grande marche	15 personnes



En route pour l'occupation de l'hôpital Viger

AUTRES MANIFESTATIONS

12 avril 2017	Assemblée de conjoncture de la TROVEP	2 personnes
10 mai 2017	Manifestation contre la réforme de l'Aide sociale	10 personnes
6 juin 2017	Manifestation pour une tarification sociale du transport en commun - TROVEP	6 personnes
7 septembre 2017	Viser la justice sociale - Coalition Main Rouge	5 personnes
25 septembre 2017	Rassemblement Ex Aequo	6 personnes
27 septembre 2017	Engagez-vous pour le communautaire !	12 personnes
02 octobre 2017	Marche des parapluies de Centraide	5 personnes
17 octobre 2017	Débat électoral dans Rosemont	12 personnes
24 octobre 2017	Conférence de presse <i>Écartées du triangle</i>	3 personnes
28 octobre 2017	Viser la justice sociale - Coalition Main Rouge	9 personnes
12 novembre 2017	Manifestation contre la haine et le racisme	7 personnes



Engagez-vous pour le communautaire

APPUIS ET DÉNONCIATIONS

Le Comité logement a appuyé :

10 octobre 2017	Appui en faveur d'une Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) suivant une approche globale et communautaire
23 octobre 2017	« Libérez Tep Vanny et laissez-la défendre les habitants de son quartier » (Amnestie internationale)
31 octobre 2017	« À quand une véritable politique du logement à Montréal ? » - Lettre au Devoir du CRACH
6 décembre 2017	« Pour le droit au logement : interdiction des plateformes en ligne d'hébergement touristique » (FRAPRU-RCLALQ)

VIE ASSOCIATIVE

LES MEMBRES

Au 31 mars 2018, le Comité comptait 496 membres en règle dont 280 sont réguliers/régulières, c'est-à-dire qu'elles et ils demeurent dans le quartier Rosemont, et 216 sont sympathisantEs. 70% des membres réguliers/régulières sont des femmes.

116 nouvelles personnes ont adhéré au Comité logement au courant de l'année 2017-2018

61 membres ont renouvelé leur adhésion en 2017-2018

323 membres ont une requête active pour un logement social dans Rosemont



ACCUEIL DES NOUVELLES ET NOUVEAUX MEMBRES

Chaque semaine, le Comité accueille de nouvelles et nouveaux membres qui souhaitent participer à nos différentes activités ou qui souhaitent simplement nous appuyer et rester informés. Nous remettons aux nouveaux et nouvelles membres, notre Baux fixes de bienvenue. Dans ce Baux fixes, on retrouve notre Code de vie, des témoignages de nos membres et nos missions, ce qui permet aux nouveaux et nouvelles adhérentEs de mieux comprendre l'engagement de l'organisme et le leur.

COMMUNICATIONS

Nos membres sont toujours invitéEs à toutes les activités du Comité par courriel, téléphone et/ou courrier. Le bulletin de nouvelles de l'organisme, Le Baux Fixes, est maintenant envoyé par courriel à environ 170 membres.

LES MILITANTES ET LES BÉNÉVOLES

RECONNAISSANCE

Chaque année au mois de juin, c'est lors d'une soirée spéciale que le Comité logement remercie et reconnaît le grand travail et l'implication des membres bénévoles et militantes. C'est grâce à

l'engagement exceptionnel d'une cinquantaine de membres du Comité logement Rosemont que l'organisme peut réaliser sa mission : défendre les droits des locataires, faire la promotion du logement social et lutter contre la pauvreté. Chaque année, c'est autour d'un bon repas que nous prenons le temps d'échanger, de discuter, de rire et de nous rappeler nos aventures! Nous remercions grandement les équipes de bénévoles qui nous aident, au fil des mois, à faire les appels téléphoniques, les envois postaux et à faire la cuisine pour l'Assemblée logement. Nous remercions également les militantEs qui participent aux manifestations et à diverses activités de mobilisation. En plus de nous donner des coups de main très précieux, l'implication des membres est essentielle pour revendiquer nos droits et assurer la pérennité des Comités logements. Enfin, un grand merci aux membres du Conseil d'administration.



ENGAGEMENT

Les employéEs et bénévoles du Comité logement invitent tout au long de l'année les membres aux différentes manifestations et actions organisées de pair avec nos regroupements nationaux (FRAPRU et RCLALQ). Pour faciliter la participation aux activités au plus de membres militantEs possible, nous distribuons des collations, des billets d'autobus, ou encore des lunches afin de réduire au maximum les obstacles à la participation et à l'engagement.

ACTIVITÉS RÉGULIÈRES

CODE DE VIE

Avant de débiter les activités, le Comité logement Rosemont rappelle maintenant aux membres qu'aucun commentaire ou comportement raciste, sexiste et homophobe ne sera toléré. Ce rappel vise à permettre au Comité d'être un espace le plus respectueux et inclusif possible pour toutes et tous.



ASSEMBLÉE LOGEMENT

L'Assemblée logement réunit, à chaque dernier jeudi du mois, une quarantaine de membres. Selon la tradition, un repas végétarien est préparé par une équipe de bénévoles et d'employéEs du Comité logement. À la suite de ce repas, nous présentons les différentes activités à venir et les membres intéresséEs peuvent s'y inscrire. De plus, à chaque Assemblée logement, unE invitéE vient entretenir les membres sur une thématique d'intérêt public. Cette année nous avons eu un bel éventail de conférences. À titre d'exemple, nous avons eu la visite de Mouvement Action-Chômage qui est venu présenter les problématiques entourant les femmes et le chômage en novembre dernier. Aussi, en janvier, l'organisme Ex æquo est venu nous parler de l'accessibilité au logement pour les personnes en situation de handicap. Des militantEs de l'organisme ont aussi témoigné de leur engagement, fait des présentations et pris la parole. Elles et ils se sont appropriéEs ce rassemblement mensuel traditionnel.

27 avril 2017	Critique de la stratégie d'inclusion de logement social	33 personnes
28 septembre 2017	Tournée du FRAPRU pour le droit au logement	29 personnes
26 octobre 2017	Logement social et élections municipales	41 personnes
30 novembre 2017	Présentation du Mouvement Action-Chômage	37 personnes
25 janvier 2018	Présentation d'Ex Aequo sur l'accessibilité universelle	34 personnes
29 mars 2018	Présentation du RCLALQ La Régie du logement, assez du deux poids, deux mesures!	38 personnes

TABLE DES REQUÉRANTES



La Table des requérantEs (TDR), qui a lieu le deuxième mardi du mois en soirée, est la rencontre à ne pas manquer pour les personnes à la recherche d'un logement social inscrites sur la liste des requérantEs du Comité. Les projets de logements sociaux dans le quartier suscitent un vif intérêt et font la vedette de cette activité. C'est aussi l'occasion de présenter et de faire une analyse collective de thèmes plus larges reliés au logement. Cette année, nous avons échangé sur la Stratégie canadienne sur le logement, les budgets, les élections municipales, la marche De villes en villages pour le droit au logement, etc. Les supports visuels et les cahiers d'information facilitent la critique constructive des participantEs dans un esprit d'éducation populaire autonome. Les requérantEs posent des questions pertinentes et font des interventions inspirantes.

11 avril 2017	Les budgets toujours aussi décevants	35 personnes
29 mai 2017	Assemblée d'information et de recrutement de nouveaux membres fondateurs pour la coopérative Le Gorille	49 personnes
10 octobre 2017	Présentation de la coopérative La Joie de Rosemont par le formateur du GRT Groupe CDH	42 personnes
14 novembre 2017	Présentation de la coopérative Rose-Main par la formatrice du GRT Bâtir son quartier	41 personnes
13 février 2018	Le processus de sélection sous la loupe	43 personnes
13 mars 2018	Présentation de la coopérative Le Gorille par une membre fondatrice	27 personnes

FÊTE DE FIN D'ANNÉE

Le 14 décembre dernier, la fête de fin d'année a clôturé l'année 2017 en beauté. Six personnes ont cuisiné un repas de fête pour les membres. Tourtières, œufs mimosas et bûches de Noël ont été dégustées dans une ambiance festive pour se souhaiter de joyeuses fêtes de fin d'année. Une soixantaine de personnes ont participé à cette activité.

40^e ANNIVERSAIRE DU COMITÉ LOGEMENT



Le 22 février dernier, les employés du Comité logement Rosemont ont invité les membres à venir souligner le 40^e anniversaire de celui-ci. Ce fut un 5 à 7 festif où plus de quatre-vingt-cinq membres et une trentaine de personnes sympathisantes ont eu l'occasion de célébrer. Les membres ont pu se remémorer les nombreuses activités des années passées destinées à la promotion et à la défense des droits des locataires en admirant quelques-unes des photos emblématiques affichées sur les murs lors de la soirée. Le coordonnateur en a profité pour faire un retour historique sur les 40 ans de luttes menées par les membres du Comité logement et certains membres du CA ont pu témoigner de leurs expériences au Comité logement ces dernières années.

L'ÉQUIPE DU COMITÉ LOGEMENT

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du Conseil d'administration (CA) de l'organisme sont élus lors de l'AGA (AGA) pour un mandat d'une durée de deux ans. Le CA s'est réuni à huit reprises au courant de l'année 2017-2018 pour s'assurer de la saine gestion des ressources humaines et financières de l'organisme et voir à la réalisation du plan d'action voté par les membres en AGA. Les membres du CA ont représenté le Comité logement auprès de nos regroupements tant au niveau local que national. Le CA est composé

de sept personnes, dont six sont élues lors de l'AGA et une est issue de l'équipe de travail. Cette année les membres qui ont siégé sont :

Francis Lapierre, président
 Monique Morin, vice-présidente
 Liette Beaulieu, secrétaire
 Ana-Maria Castro-Guzman, trésorière
 René Anctil, administrateur
 Diane Bougie, administratrice
 Éric Locas, administrateur issu de l'équipe de travail



L'ÉQUIPE DE TRAVAIL

L'équipe de travail salariée est restée stable au cours de l'année 2017-2018. Une organisatrice communautaire a fait un retour fort attendu suite à un congé de maternité d'un an. Une étudiante en droit de l'UQÀM s'est jointe à l'équipe pour donner un coup de main pour l'organisation de l'AGA. Un étudiant en droit de l'Université de Montréal qui fut stagiaire au Comité logement l'année précédente a été embauché au début de l'été pour soutenir le responsable du service d'information juridique dans son travail de défense des droits des locataires. Une personne a été embauchée à partir de novembre dans le cadre d'une mesure d'Emploi Québec afin d'assurer l'accueil et soutenir l'équipe dans son travail de mobilisation.

L'ensemble de l'équipe de travail

Sébastien Laliberté, coordonnateur
 Éric Locas, responsable du service aux locataires
 Caroline Magnier, organisatrice communautaire
 Alice Châtel, organisatrice communautaire
 Jean-Claude Laporte, organisateur communautaire
 Valérie Blais, agente à l'accueil
 Philippe Proulx, intervenant communautaire
 Élisabeth Pouliot, intervenante communautaire

LES STAGIAIRES

LES STAGIAIRES EN TRAVAIL SOCIAL

Le Comité a accueilli Isabel Matton du Département de travail social du Cégep du Vieux Montréal d'août 2017 à mai 2018. À l'automne, Isabel était présente à raison de deux jours par semaine pour ensuite passer à quatre jours par semaine à partir du mois de janvier. Elle a pu mettre en pratique les apprentissages qu'elle a faits au cours de ses trois dernières années d'études. Elle a participé activement à l'organisation de diverses activités, dont un café urbain, en plus d'être un soutien à l'équipe de travail dans les différents dossiers portés par l'organisme.



Cette année le Comité logement a également accueilli Véronique Michon, étudiante en Travail social de l'Université de Montréal, pour un stage de 30 heures. Elle a participé à quelques activités du Comité comme l'assemblée logement, une AG du FRAPRU et une manifestation nationale à Ottawa.

LES STAGIAIRES EN DROIT

Notre fructueuse collaboration avec le Bureau des services juridiques de la Faculté de droit de l'Université de Montréal dure depuis 40 ans déjà et nous avons accueilli deux stagiaires pour une immersion en droit du logement. Alexandra Caron-Godin et Louis-Alexandre Hébert Gosselin ont rejoint notre équipe durant deux trimestres à raison d'une journée par semaine.



ANNEXE SIGLES ET ACRONYMES

AGA	Assemblée générale annuelle
AIRBNB	Plateforme électronique d'hébergement touristique
BRIC	Bâtir Rosemont par l'innovation et la concertation
BSQ	Bâtir son quartier
CA	Conseil d'administration
CDC	Corporation de développement communautaire
CDH	Conseil en Développement de l'Habitation
CÉAF	Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal
CIUSSS	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
COCO	Comité de coordination
CRACH	Collectif de Recherche et d'Action sur l'Habitat
CSSS	Centres de santé et de services sociaux
DRE	Décider Rosemont ensemble
EMICA	École des métiers de l'informatique, du commerce et de l'administration
FRAPRU	Front d'action populaire en réaménagement urbain
GRT	Groupe de ressources techniques
OBNL	Organisme à but non lucratif
ONU	Organisation des Nations unies
PIC	Projet impact collectif
PIDESC	Pacte international sur les droits économiques, sociaux et cultures
PL	Projet de loi
RCLALQ	Régroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
RODCD	Régroupement des organismes en défense collective des droits
SACAI	Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
SDA	Société de développement Angus
TDR	Table des requérants
TROVEP	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal
UDEM	Université de Montréal
UQÀM	Université du Québec à Montréal



COMITÉ LOGEMENT
ROSEMONT